

## Convention-Cadre Relative au Diplôme d'Etat de conseiller en économie sociale familiale (DE CESF)

Entre,

**L'académie de Nancy-Metz**, dont le siège est situé 9 rue des Brice à Nancy, représentée par le recteur de la région académique Grand Est, recteur de l'académie de Nancy-Metz, chancelier des universités, **Monsieur**,

**L'académie de Reims** dont le siège est situé 1 Rue Navier à Reims, représentée par son recteur, Monsieur Vincent STANEK,

**L'académie de Strasbourg** dont le siège est situé 6 Rue de la Toussaint à Strasbourg, représentée par son recteur, Monsieur Olivier KLEIN

Et,

**L'université de Lorraine**, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 34 Cours Léopold à Nancy, représenté par sa présidente, Madame Hélène BOULANGER,

**L'université de Reims Champagne-Ardenne**, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 2 avenue Robert Schuman à Reims, représenté par son président, Monsieur Christophe CLEMENT,

**L'université de Strasbourg**, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 4 rue Blaise Pascal à Strasbourg, représenté par son président, Monsieur Michel DENEKEN,

**L'université de Haute-Alsace**, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 2 rue des frères Lumière à Mulhouse, représenté par son président, Monsieur Pierre-Alain MULLER,

- Vu le code de l'Education et notamment ses articles L612-3 et L676-1 ;
- Vu le code de l'action sociale et notamment son livre IV, en sa partie réglementaire, titre V ;
- Vu le décret n°2017-537 du 13 avril 2017 relatif à l'agrément des établissements de formation pour dispenser une formation préparant à un diplôme de travail social et l'arrêté du 7 juin 2017 relatif aux éléments constitutifs de la demande d'agrément,
- Vu les décrets n°2018-733 du 22 août 2018 relatif aux formations du travail social et n°2018-734 du 22 août 2018 relatif aux formations et diplômes du travail social,
- Vu l'article D 451-28-4 du Code de l'action sociale et des familles relatif au conseil de perfectionnement,

-Vu l'arrêté du 22 août 2018 relatif au diplôme d'Etat de conseiller en économie sociale familiale

- Vu l'arrêté du 27 janvier 2020 relatif au cahier des charges des grades universitaires de licence et de master.

- Vu la circulaire n°2013-0012 du 18 juin 2013 relative au renforcement du continuum de formation de l'enseignement scolaire à l'enseignement supérieur ;

### **Considérant :**

- Les objectifs de renforcement du continuum de formation de l'enseignement scolaire à l'enseignement supérieur ;

- Les dispositions législatives et réglementaires relatives au diplôme d'Etat de conseiller en économie sociale familiale (DE CESF)

### **Préambule**

La réingénierie des diplômes de niveau 5 (anciennement niveau III) en travail social vise à adapter les programmes, les référentiels ainsi que l'appareil de formation de façon à permettre qu'ils conduisent au statut de diplômes de niveau 6 (anciennement niveau II) conférant le grade licence. Elle a pour but de consolider les parcours des étudiants en tenant compte de la nécessité de revoir l'approche des métiers pour faire une place plus grande encore à la transversalité.

Les académies de Nancy-Metz, de Reims et de Strasbourg, les universités de Lorraine, de Champagne Ardennes, de Strasbourg, de Haute Alsace et les lycées partenaires, recherchant la sécurisation et la fluidité du parcours des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur, s'accordant sur l'appui essentiel de la qualité de la formation à la meilleure insertion professionnelle des diplômés, mettent en place les modalités de coopération nécessaire pour la délivrance du grade licence.

Pour contribuer à la réalisation de ces objectifs, les universités mettent à disposition leur expérience en matière d'organisation et de gestion de licence afin de concourir à une homogénéisation des formations octroyant ce grade.

### **Article 1 : Objet**

La présente convention a pour vocation de fixer le cadre commun des engagements réciproques et les modalités de partenariat entre les lycées préparant au diplôme d'Etat de conseiller en économie sociale familiale, valant grade licence, et les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel situés dans la région académique Grand Est.

Elle se propose donc de faciliter la coopération des lycées en matière d'enseignement, de sensibilisation à la recherche, de fluidité et de sécurisation des parcours de formations

Chaque lycée souhaitant dispenser une formation d'enseignement supérieur menant au DE CESF établit une convention de partenariat avec un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) de son périmètre territorial. Cette convention est par la suite dénommée « convention d'application ».

## **Article 2 : Actions et contenus de la coopération**

**2.1 Principe et socle :** La coopération entre les lycées et les EPSCP porte sur toutes les actions menées en collaboration qu'elles soient au profit des étudiants comme des enseignants en matière d'orientation, de fluidité de parcours, d'enseignements communs et de rapprochements. A minima, l'EPSCP partenaire approuve le programme des enseignements d'initiation à la recherche et associe le lycée aux manifestations et actions scientifiques pertinentes.

**2.2 Actions souhaitables :** Elles sont précisées dans les conventions d'application et visent à renforcer l'information, la mutualisation des ressources ainsi que la coordination entre les partenaires.

C'est pourquoi, les conventions d'application vont :

- Coordonner les modalités d'intervention des enseignants et des partenaires pour l'information, la formation et l'accompagnement à l'orientation des étudiants. Cela pourra prendre la forme de conférences thématiques, de journées d'immersion, destinés aux étudiants et à leur famille, aux équipes pédagogiques et professionnelles
- Organiser les échanges de charges d'enseignement, la mise en place d'enseignements communs ainsi que des actions communes de formation innovantes dans le respect de la cohérence de l'enseignement dans le lycée et dans l'enseignement supérieur ;
- Mutualiser et/ ou mettre à disposition des ressources matérielles en termes de locaux et de plateformes techniques, des ressources pédagogiques et documentaires et formations en ligne pour les enseignants et les étudiants ;
- Favoriser les actions visant à permettre les échanges dans les domaines de la recherche, notamment par un accès facilité aux laboratoires de recherche.

**2.3 Participation à la commission pédagogique :** Composée de 8 membres désignés par le chef ou le directeur d'établissement, elle comprend :

- un enseignant-chercheur qui en assure la présidence,
- la préfète de région ou son représentant
- le recteur de région académique ou son représentant
- deux enseignants ou formateurs intervenant dans la formation
- un étudiant suivant la formation
- deux représentants du monde professionnel.

La commission pédagogique, placée auprès du chef ou du directeur d'établissement, est consultée sur l'organisation de la formation, les modalités d'évaluation des étudiants, la validation des unités d'enseignement et des périodes de formation pratique. Elle donne un avis sur les décisions relatives au passage des étudiants dans l'année supérieure, les redoublements et les allègements de formation.

## **Article 3 Désignation de référents**

Afin de faciliter la permanence de la liaison, chaque lycée désigne une personne ressource en charge des liens avec les EPSCP, comme interlocuteur pour la diffusion et l'organisation de l'information. De même, les EPSCP nomment un référent par lycée chargé notamment de vérifier que le projet pédagogique du lycée respecte le cahier des charges du grade licence. Il siège de droit dans les diverses commissions liées au fonctionnement de la formation dont la commission pédagogique qu'il préside.

## **Article 4 Conditions de poursuites d'études**

La volonté d'une poursuite d'étude facilitée est un objectif partagé par l'ensemble des parties prenantes.

Les conditions de poursuite d'études des étudiants et les éventuels dispositifs de passerelles fléchées font l'objet d'une concertation spécifique et sont définies dans chaque convention d'application à partir du référentiel du diplôme et le programme des formations de chaque EPSCP.

## **Article 5 Inscription et possibilités d'accès aux services communs**

Les étudiants inscrits en formation menant au DE CESF peuvent s'inscrire administrativement dans l'EPSCP signataire de la convention avec le lycée dispensant la formation, s'ils souhaitent bénéficier des services de l'EPSCP.

Le cas échéant, le montant d'inscription est celui du diplôme de Licence. Il est fixé chaque année par arrêté interministériel. L'acquiescement de ces frais ouvre l'accès aux services de l'EPSCP dans les conditions précisées dans la convention d'application : ressources documentaires, numériques, dispositifs de certification linguistique ou numérique, poursuite d'étude facilitée, etc. Les boursiers sont exonérés des droits d'inscription. Ces frais sont perçus par l'EPSCP. Ils sont acquiescés directement par l'étudiant, sauf si ses études sont financées dans le cadre de l'apprentissage ou de la formation continue. En ce cas, le lycée reverse à l'université le montant du droit de licence pour l'effectif concerné.

## **Article 6 Suivi de la convention cadre**

Afin de suivre les engagements inscrits dans la convention-cadre et de procéder, si nécessaire, à des ajustements imposés par une évolution du contexte, un comité de suivi régional est constitué au niveau de la région académique.

Ce comité se réunit une fois par an, sur convocation du recteur de région académique. Il permet d'effectuer un suivi conjoint des formations au niveau régional. Ce comité est composé de représentants du rectorat de région académique, d'un conseiller du recteur, des représentants des EPSCP et des directions des lycées. Un inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régional (IA-IPR) de spécialité participe à cette réunion. Le comité étudiera notamment les comptes-rendus de perfectionnement des différentes formations de CESF.

Pour ce faire, chaque lycée organise annuellement un conseil de perfectionnement afin de tracer le suivi du fonctionnement de leur formation. Composé de personnalités qualifiées et d'au moins un enseignant chercheur, il analyse la qualité des formations et leur cohérence avec les perspectives d'insertion professionnelle des étudiants diplômés. Ces analyses sont transmises au recteur de région académique et au préfet de région

## **Article 7 : Dispositions finales**

### Durée de la convention

La présente convention est prévue pour une durée de 5 ans.

A l'issue de cette période, une évaluation de la mise en œuvre de la convention sera effectuée. Celle-ci pourra alors être renouvelée par voie d'avenant dument signé des parties, pour une durée 5 ans.

### Modification de la convention

La présente convention peut être modifiée par les parties signataires, par voie d'avenant sur proposition du comité de suivi.

Elle peut être dénoncée à tout moment par l'une des parties signataires, qui doit notifier aux autres parties sa décision de dénonciation par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve de respecter un préavis de douze mois ; le retrait de la convention n'étant effectif qu'au terme de ce délai.

### Attribution de la juridiction

La présente convention est soumise à la loi française.

Les partenaires s'engagent à rechercher une solution amiable à tout différend né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention.

A défaut de solution amiable, le tribunal administratif de Nancy sera seul compétent pour connaître du contentieux.

Fait à Nancy, le

Le recteur de la région académique Grand-Est,  
Recteur de l'académie de Nancy-Metz  
Chancelier des universités

Richard LAGANIER

Le recteur de l'académie de Reims

Vincent STANEK

Le recteur de l'académie de Strasbourg

Olivier KLEIN

La présidente de l'université de Lorraine

Hélène BOULANGER

Le président de l'université de Reims Champagne Ardenne

Christophe CLEMENT

Le président de l'université de Strasbourg

Michel DENEKEN

Le président de l'université de Haute-Alsace

Pierre-Alain MULLER